

27 janvier 2015 -  
n° 52

Édité par la cellule  
"Veille et Riposte"  
du Parti socialiste



## Édito



### Union nationale, vous avez dit Union nationale...

Ce que demande une grande majorité de français aujourd'hui – et qui était particulièrement sensible dans les immenses rassemblements du 11 janvier – est que les responsables politiques sachent reconnaître ce qui est essentiel pour le pays et agissent en conséquence. La notion d'Union nationale ne doit donc pas donner lieu à malentendus. Il ne s'agit pas de chercher à constituer un gouvernement qui regrouperait la gauche et la droite. Il s'agit de déterminer quelques grands objectifs, nécessaires pour la sécurité du pays et son redressement économique et de les mener à bien, dans un laps de temps limité.

C'est là l'intention du Président de la République et du gouvernement, pour restaurer les mécanismes de la confiance politique et économique. Pour faire face à ses problèmes, la France a besoin d'une vraie mobilisation. Que le Front national n'en soit pas n'est pas surprenant. Tout son fond de commerce est de se présenter comme un parti « anti-système », pour éviter que le débat porte sur ses propositions. On aurait pu attendre une attitude autre de l'UMP. Il est erroné de penser a priori, en effet, qu'un parti plus que l'autre en tirera un avantage politique. Le débat politique ne s'arrête pas pour autant. Il s'agit seulement de faire preuve de responsabilité et de privilégier, sur quelques points fondamentaux, l'emploi, la sécurité, l'éducation, la lutte contre les ghettos urbains, l'efficacité, et non l'idéologie. C'est ce que nous nous proposons au pays et aux grandes forces politiques républicaines. Nicolas Sarkozy n'a pas tenu longtemps. Sa prestation, la semaine dernière, a traduit son embarras. Dans le fond, il n'avait pas grand chose à dire de différent des mesures annoncées par le gouvernement. Sa suggestion d'augmenter les heures supplémentaires des fonctionnaires de police, ne tient pas compte de tout ce qu'ils font déjà. Mais, c'est un moyen de rappeler le début de son quinquennat, en 2007.

Nicolas Sarkozy est pressé, il est vrai, de revenir au premier rang (comme dans la manifestation !). Seulement, son fonds de propositions est quelque peu rouillé. On avait déjà vu, dans l'élection primaire pour la présidence de l'UMP, que le principal argument de Nicolas Sarkozy était sa personne. Pour l'heure, il additionne les postes à la tête de l'UMP pour que tous lui doivent quelque chose. Mais, il n'y a pas d'unité de proposition et sur tous les grands sujets de fond les antagonismes l'emportent, la laïcité, la politique de la ville, la loi pour la croissance et l'activité, etc...

François Mitterrand, dans un tout autre contexte, il est vrai, avait eu la formule, « être unitaire pour deux ». Aujourd'hui, nous devons l'être pour plus que deux ! Mais, il y a des moments historiques pour un pays où il faut rassembler les esprits et les énergies. Nous y sommes.

**Alain BERGOUNIOUX**

# Le retour de la République

Les événements dramatiques du début janvier et les rassemblements historiques, par leur ampleur et leur dignité, qu'ils ont suscités depuis, et en particulier le 11 janvier dernier, ont pour conséquences d'avoir replacé la République et sa défense au cœur de la vie publique et du débat public, alors que beaucoup avaient jugé utile et opportun de décréter son effacement ou sa mise en congé.

## L'intérêt général au centre du discours public.

La République, pour nous, la gauche, repose sur cinq piliers indissociables : l'égalité et d'abord l'égalité des droits tout au long de la vie, la liberté, en particulier celle d'expression, la fraternité, c'est-à-dire la solidarité interclassiste et intergénérationnelle, la laïcité, ce principe qui permet à la fois l'émancipation de tous et le respect de chacun, enfin, l'universalisme, comme en a témoigné la présence de plus d'une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, lors de la marche républicaine du 11 janvier.

Ces principes appellent à l'élan plutôt qu'au repli. Ils fondent et font vivre la République, permettent la tolérance, la liberté de la presse, la résistance aux dogmes et aux obscurantismes. Ils accordent la priorité à l'égalité de droit face aux réflexes identitaires. Ils ramènent à la Nation ouverte au monde pour mieux éloigner du repli nationaliste et sectaire. Ils plaident pour un État de droit, distinct des religions et des Eglises, quelles que soient les confessions. Ils affirment le sens du progrès humain au plan social, économique, politique, et culturel. Ils en appellent à l'élan plutôt qu'au repli.

Ce message, à la fois, net et complexe constitue la première et principale réponse politique aux attentats meurtriers dirigés contre Charlie Hebdo et l'hyper casher de la Porte de Vincennes.

Au-delà, il y a naturellement, les questions de sécurité publique, de l'école, de la politique de la ville, des services publics, des choix diplomatiques. Et c'est à ce stade, évidemment, que le débat public reprend, ou va reprendre ses droits, comme il est normal dans une démocratie pluraliste et adulte.

**Des réflexions décalées.** La droite UMP a commencé à évoquer les problèmes de sécurité dès le lendemain du rassemblement du 11 janvier, par la voix de Nicolas Sarkozy ou de Valérie Pécresse. Dans une certaine confusion, et en omettant de signaler qu'elle a réduit les effectifs de police et de gendarmerie de 10 000 unités lors de son passage au pouvoir, l'UMP a parlé de « patriot act » à la française, et tenté de faire le lien avec les questions d'immigration. Bref, elle a cherché, à partir de « ses fondamentaux » habituels, à donner son interprétation des événements, tout en observant quelques précautions de langage, vis-à-vis d'une société qui a choisi l'unité et la dignité pour répondre au traumatisme qu'elle a subi et continue de subir. La

sécurité est naturellement une priorité, dès lors qu'elle s'exerce dans la République, c'est-à-dire dans le respect de l'État de droit et des libertés fondamentales. Les propositions développées et présentées par l'Exécutif associent volontarisme et pragmatisme.

Les logiques d'exception aux principes essentiels de liberté individuelle et col-

lective contrediraient l'ensemble des motivations et des attentes qui ont justifié l'élan du 11 janvier. Elles donneraient une sorte de quitus à ceux qui ont attaqué le pays, sans pour autant renforcer les conditions de sécurité, auxquelles chaque citoyen a droit. L'État de droit n'est pas l'ennemi de la sécurité, mais bien davantage son cadre naturel. Et c'est précisément, pour le conforter que tout doit être mis en œuvre pour assurer la sécurité.

L'autre élément de réponse suggéré concerne la proposition visant à placer l'immigration au cœur du débat. L'ancien chef de l'État, déjà pressé d'en finir avec l'esprit d'unité nationale l'a martelé lors d'une interview radiophonique, le 12 janvier, au matin sur RTL. En contradiction totale avec le sens des manifestations de la veille, et au risque de favoriser tous les amalgames et toutes les tensions auxquels nous devons pourtant échapper. Mais aussi, sous couvert d'un ton plus feutré, dans le droit fil, sur le fond, des thèmes du discours de Grenoble sur « l'identité nationale ».

*L'État de droit n'est pas  
l'ennemi de la sécurité,  
mais bien davantage  
son cadre naturel.  
Et c'est précisément pour  
le conforter que tout doit  
être mis en œuvre pour  
assurer la sécurité*

François Fillon a tenu à se démarquer de ce discours convenu et daté de l'UMP associant insécurité et immigration, pour souhaiter un débat de fond sur une réorientation de notre diplomatie, avec, en particulier, une révision de celle-ci à propos de la Russie de l'Iran, du pouvoir Syrien. L'intervention, en particulier dans *Le Monde*, de l'ancien Premier ministre a le mérite d'une relative originalité, même si les présupposés restent contestables. La situation en Ukraine Orientale et en Crimée n'est pas acceptable au regard de nos principes et de ceux de la communauté internationale. La prolifération nucléaire militaire, au bénéfice de l'Iran, ferait tomber les dernières digues susceptibles de préserver notre sécurité collective, compte tenu du précédent qu'elle avaliserait ainsi. La non intervention en Syrie, en raison du refus des Etats-Unis à l'époque se paie cher, aujourd'hui, face au groupe « État Islamique », dans cette région.

*Comment continuer à revendiquer des coupes sombres dans les effectifs de la police de la gendarmerie de l'armée, et en même temps enfourcher un discours sur la sécurité et l'urgence des mesures à prendre ? L'ultime recours consistait donc en cette opposition entre le « régalien » et le « social ».*

**L'État régalien contre l'État social : un contresens.** Enfin, Bruno Lemaire a voulu exprimer sur France 3 la lecture « libérale » des événements et surtout de leurs conséquences politiques et économiques. Le député de l'Eure préconise, en effet, d'opposer franchement l'État régalien à l'État social pour faire face au surcroît de demande d'État en matière de sécurité, d'armée, de justice, d'éducation.

Il est vrai que le discours asséné depuis plus de deux ans et demi et consistant à réclamer à chaque déclaration, une baisse drastique et aveugle des dépenses publiques et des moyens de l'État n'était plus soutenable après les événements tragiques de ce début janvier, sauf à perdre toute crédibilité.

Comment continuer à revendiquer des coupes sombres dans les effectifs de la police de la gendarmerie de l'armée, et en même temps enfourcher un discours sur la sécurité et l'urgence des mesures à prendre ? L'ultime recours consistait donc en cette opposition entre le « régalien » et le « social ». Cette distinction, voire cette opposition, ont pour objet d'en profiter pour mettre en cause le modèle social et « l'État providence », les recrutements dans la fonction Publique et les « 35 heures ».

Cette mise en cause est révélatrice des intentions de la droite, aujourd'hui. Elle se montre incapable de résister aux dogmes « libéraux » qui font du salariat et de la protection sociale les variables d'ajustement à la baisse. Elle confirme surtout une vision du rôle de l'État et de la puissance publique en total décalage avec ce qui fait la force et la pertinence du pacte républicain à la française. En effet, la devise républicaine concilie dans un même mouvement liberté, égalité, fraternité. Elle place l'égalité au cœur de son message. Ce principe renvoie naturellement à

des politiques publiques fondées sur l'idée de redistribution, de fiscalité progressive, de santé publique, de protection sociale solidaire, de démocratie sociale. Il met, en outre, l'État et les collectivités locales au cœur de la dynamique économique pour réguler, investir, innover, construire, prendre des risques. Des hommes d'État, classés à droite comme De Gaulle ou Pompidou l'avaient bien

compris. Ils n'ont pas hésité, en leur temps, à faire appel à l'État social et interventionniste pour édifier la Sécurité Sociale, développer le parc électronucléaire ou « le plan calcul ».

L'État social, l'État régulateur et inspirateur dans la République, a fait la France et permis sa reconstruction après les épreuves. Le « distinguo », opéré par Bruno Lemaire, n'a aucun sens au regard de notre mémoire collective et de ce qui donne sens à notre pacte républicain, depuis Condorcet. De ce qui a été plaidé avec force par Jaurès - la République jusqu'au bout - et confirmé par le Conseil National de la Résistance. Comment envisager de réduire le nombre d'infirmières ou de multiplier les déremboursements, au moment où 30 % de la population hésitent ou renoncent à se soigner pour des raisons financières ? Comment chercher à réduire le nombre d'enseignants, alors que les besoins de pédagogie, d'éducation à la citoyenneté sont admis par tous ? Comment surtout négliger à ce point, la réalité et l'acuité de la crise sociale, sauf à tenter de casser tous les amortisseurs de crise, et à laisser des millions d'hommes, de femmes, et d'enfants sur le bord du chemin ? A briser tout espoir de réinsertion et d'ascenseur social ? Comment, enfin, stigmatiser les collectivités

locales présentées comme « budgétivores » et en même temps, comme certains à l'UMP, suggérer avec force – ce qui reste au demeurant contestable – le développement des polices municipales avec tout l'effort de recrutement et de formation que cela impliquerait ?

En fait, Bruno Le Maire et d'autres à droite, profitent des événements tragiques pour avancer subrepticement le projet implicite de la droite, depuis 2002. En clair, régler définitivement leurs comptes avec l'Etat social, autant dire la protection sociale, l'inter-

vention de l'Etat et des collectivités locales dans la vie économique, pour la promotion d'un seul Etat régalien. Comme si la force de l'Etat régalien était incompatible avec la puissance, la pertinence et la générosité d'un Etat social. Comme si

la capacité d'attraction et d'intégration de l'Etat régalien ne dépendait pas du succès de l'Etat social. L'Etat républicain à la française, c'est d'abord la conciliation d'une puissance publique

capable d'unifier, d'impulser, de redistribuer. De ce point de vue, la contradiction entre la gauche et la droite est totale. Elle participe de deux conceptions antinomiques de la République elle-même, la gauche privilégiant toujours de Jaurès à Pierre Mendès-France, le primat de l'égalité sur celui de l'identité, de l'égalité orga-

nisée, sur le « laisser faire, laisser passer », qui creuse les injustices, matrices de beaucoup de désordres.

*En fait, Bruno Le Maire et d'autres à droite, profitent des événements tragiques pour avancer subrepticement le projet implicite de la droite depuis 2002. En clair, régler définitivement leurs comptes avec l'État social.*

Michel Bordeloup

# « L'extrême droite et l'écologie, une vieille histoire d'amour »



## Stéphane François

est un historien des idées et politologue français qui travaille sur les droites radicales et les subcultures « jeunes ». Chercheur associé au Groupe sociétés religions laïcités (GSRL) du CNRS, il est maître de conférences en histoire contemporaine et en science politique à l'IPAG de l'université de Valenciennes. Il collabore à de nombreuses revues et est l'auteur, entre autres, de *La Nouvelle Droite et la "tradition"*, parue aux éditions Archè, en 2011. Dernière publication en date : *Au-delà des vents du Nord. L'extrême droite française, le Pôle nord et les Indo-Européens* (Presses universitaires de Lyon, 2014).

### **Le FN a annoncé, lors de son dernier congrès, la création du collectif "Nouvelle Ecologie", "pour une écologie patriote". Comment expliquez-vous cet intérêt soudain du parti frontiste pour l'écologie ?**

Dans les années 1990, Bruno Mégret s'est employé, en vain, à faire de l'écologie une doctrine du Front national, en s'appropriant ce thème. L'écologie apparaît dans des programmes du FN, au début des années 1990, dans une optique identitaire. Pour Mégret, il s'agissait de donner une direction nouvelle au parti frontiste, en montrant qu'il était soucieux de préserver l'environnement. Cela apparaît lors du congrès de Nice où l'écologie est mise en avant.

De son côté, Jean-Marie Le Pen, qui s'est revendiqué, de longue date, de l'ultralibéralisme, n'y a porté qu'une faible attention. Si sa fille, Marine, s'intéresse au sujet, c'est uniquement parce qu'il est porteur. Et qu'il

est dans l'air du temps. En outre, le projet écologique que le FN propose n'est que très faiblement écologique : maintien des centrales nucléaires et exploitation du gaz de schiste... Comme je l'ai dit en différents endroits, il ne s'agit que d'un saupoudrage vert.

J'observe, par ailleurs, que la présidente du FN, via le Bloc identitaire, a fait le constat qu'une autre forme d'écologie, d'inspiration humaine, est venue se greffer sur le discours propre à ces questions. Derrière l'écologie et le respect de la nature, transparaissent très clairement la tradition et le combat contre les « espèces invasives ». Bruno Mégret, lui-même, était sur cette ligne idéologique. En effet, l'écologie était comprise par Mégret dans un sens identitaire, car pour lui être écologiste, c'est vouloir préserver le milieu nécessaire à la survie de l'épanouissement des espèces

vivantes. Dans cette optique, les véritables écologistes seraient ceux qui prennent en compte l'immigration comme un facteur déterminant de déséquilibre culturels et/ou ethnique : on est déjà dans le thème de la remigration et de la condamnation de l'immigration, en tant que colonisation.

### **Ce phénomène est-il nouveau ?**

Oui et non. D'autres y ont pensé avant Marine Le Pen, comme je viens de le préciser. Ce, même si après le départ de Bruno Mégret, le thème de l'écologie est quelque peu tombé en désuétude, avant de ressurgir subitement. Auparavant, il n'intéressait quasiment personne, au sein de cette famille de l'extrême droite.

### **L'apport d'experts et de courants structurés ne traduit-il pas une volonté de changement de stratégie, de la part de la direction du FN ?**

Oui. Mais, là encore, ce parti est à la traîne ! Le premier groupe à avoir conçu une écologie d'extrême droite digne de ce nom est le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne, également connu sous l'acronyme GRECE et l'appellation médiatique « Nouvelle Droite ». Avec des apports extérieurs, notamment écologistes et décroissants, il a élaboré une pensée totalement cohérente. Alain de Benoist en est le principal théoricien.

### **L'objectif de la Nouvelle Droite n'était-il pas, au fond, de définir les contours d'une société organique, en lien avec la Nature ? En clair, la pensée d'extrême droite privilégie-t-elle toujours l'inné sur l'acquis, l'ordre naturel des choses ?**

Le GRECE a longtemps défendu ce principe, avant de faire marche arrière. Dans les années 1990-2000, il a estimé, ainsi, que l'homme ne pouvait être réduit à

l'inné et que l'acquis est appelé à jouer un rôle déterminant dans son développement. Ce qui n'empêche nullement Alain de Benoist d'être fasciné par les concepts de race et de biologie. Sur ce point, il n'a pas changé.

Dès lors que l'on se réfère à des groupes néo-nazis et fascisants, l'inné redevient la norme face aux thèses valorisant l'acquis. Ceci concerne, toutefois, les franges les plus radicales de ces mouvements. La réalité est souvent plus nuancée.

### **Au fond, entre l'extrême droite et l'écologie, subsiste une vieille histoire d'amour...**

Absolument. La gauche et l'extrême gauche n'ont pas la propriété du sujet.

L'extrême droite occidentale s'est intéressée à l'écologie dès la fin du dix-neuvième siècle, en particulier en Allemagne. La Nouvelle Droite et certains groupes nationalistes révolutionnaires s'en sont inspirés très directement. Tant et si bien que des liens très forts se sont noués, de part et d'autre du Rhin. Pour revenir au thème qui nous préoccupe, j'observe que ce n'est pas tant l'inné qui retient leur attention que l'idée d'enracinement. Bien que pro-occidentale, la Nouvelle Droite des années 70 a publié de nombreux articles sur le localisme et le régionalisme, dans la revue *Élément*. Ces faits remontent à une quarantaine d'années, lorsqu'une partie de la gauche post-soixante-huitarde commençait à s'intéresser à la question, en redécouvrant les traditions locales et le folklore.

Pour l'extrême droite, l'écologisme est donc synonyme de régionalisme et, au-delà, de refus des idéaux véhiculés par les Lumières et la Révolution française. C'est ce qui vaut au GRECE d'être antinational et pro-européen. Dans les années 60, l'essayiste Dominique Venner, entendait lui-même dépasser les nationalismes, pour reprendre l'idée d'anciens SS de créer une nation européenne respectant

*« Le premier groupe à avoir conçu une écologie d'extrême droite digne de ce nom est le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne, également connu sous l'acronyme GRECE et l'appellation médiatique « Nouvelle Droite ». Avec des apports extérieurs, notamment écologistes et décroissants, il a élaboré une pensée totalement cohérente.. »*

les différences. D'où le respect des particularismes, de la culture de l'enracinement et du localisme, qui nourrit une pensée réactionnaire et contre-révolutionnaire.

### **Le naturalisme et l'écologie ne seraient donc qu'un prétexte pour faire l'apologie d'un système traditionaliste ?**

Oui et non. Le naturaliste suisse, Robert Hainard (1906-1999), pour écologiste qu'il fut, avait un discours totalement réactionnaire, au nom d'une conception passéiste et antimoderniste de la société. Le basculement de la Nouvelle Droite vers l'écologie s'est opéré au moment où ce mouvement a découvert la pensée du philosophe Martin Heidegger (1889-1976), et la révolution conservatrice allemande, autour d'une critique radicale de la modernité. C'est à ce moment précis que ses membres ont intégré des figures du postmodernisme, à commencer par le sociologue Michel Maffesoli qui a développé un travail autour de la question du lien social communautaire, de la prévalence de l'imaginaire et de la vie quotidienne dans les sociétés contemporaines, contribuant ainsi à l'approche du paradigme postmoderne. Lequel se définit par la synergie

de l'archaïque et de la modernité. Soit, une alliance de la modernité technique et du retour à des pratiques sociales et culturelles archaïques.

Derrière tout cela, transparaît un discours ouvertement technophile, mais totalement réactionnaire, en ce qu'il dépasse les Lumières et la rationalité, au profit d'une mode de vie communautaire et tribal. La tribu n'est plus forcément structurée autour de l'inné ou du groupe, au sens racial du terme, mais d'attroupements choisis. Ce système est, par nature, fluctuant.

### **Ce raisonnement ne repose-t-il pas sur une vision organique de la société ?**

Une vision organique, et sans doute même

païenne de la société. Dans l'esprit de la Nouvelle Droite, le paganisme revêt une dimension philosophique, parce qu'il referme la parenthèse du christianisme, de la modernité et de l'universalisme. D'aucuns estiment ainsi que la société moderne doit se recomposer. C'est le cas, en particulier, de Guillaume Faye qui est l'une des principales figures de l'idéologie racio-identitaire. Dans l'Archéofuturisme (éditions l'Aencre, 1998), il développe l'idée d'une fragmentation de la société moderne, au profit d'une recomposition sur le mode tribal.

### **La « parenthèse chrétienne » à laquelle la Nouvelle Droite fait référence, n'a-t-elle pas pour finalité de revenir, au fond, à l'esprit indo-européen ?**

C'est bien de cela dont il s'agit, en effet. La référence à Heidegger n'est, de ce point de vue, pas innocente. Ce philosophe était fasciné par les présocratiques comme Friedrich Wilhelm Nietzsche, en prônant le retour à un esprit « guerrier », antérieur au christianisme et d'essence indo-européenne.

### **L'écologie est-elle compatible avec la pensée de l'extrême droite et de la droite extrême ?**

Oui. Lorsqu'on observe les invariants et les grands thèmes de l'écologie, la sobriété, la parcimonie, le non gaspillage, le localisme ou le rationnement, on se retrouve clairement face à des valeurs de droite. L'écologie est aujourd'hui à gauche, mais elle est culturellement de droite, elle relève d'un imaginaire de droite.

### **Quel est, selon vous, le rapport entre l'idéologie d'extrême droite et la notion de progrès ?**

Il faut distinguer l'extrême droite technophile, qui éprouve une réelle fascination pour le progrès technique, et qui se situe dans une filiation jüngerienne, d'une extrême droite qui en rejette le principe, au

*« Lorsqu'on observe les invariants et les grands thèmes de l'écologie, la sobriété, la parcimonie, le non gaspillage, le localisme ou le rationnement, on se retrouve clairement face à des valeurs de droite. L'écologie est aujourd'hui à gauche, mais elle est culturellement de droite, elle relève d'un imaginaire de droite. »*

motif qu'il se revendique du modernisme et des droits de l'homme. Elle est donc fondamentalement anti-progressiste et antilibérale, au sens philosophique du terme.

**Ne retrouve-t-on pas ces divergences au sein même du FN, entre Jean-Marie Le Pen, qui s'est longtemps référé au libéralisme reaganien, et sa fille, qui se situe clairement dans une approche souverainiste ?**

Absolument. Jean-Marie Le Pen n'a jamais caché sa sensibilité ultralibérale, au sens économique du terme, en dépit d'une matrice intellectuelle qui l'a toujours ramené, politiquement, vers le poujadisme. Marine Le Pen a, pour sa part, une vision nationale-républicaine des choses, d'inspiration mégrétiste. Elle est, d'ailleurs, entourée d'anciens proches de Bruno Mégret. Ce qui lui a valu les récriminations d'un Bruno Gollnisch qui a tôt fait de les assimiler à des traîtres. Certains ont quitté le FN, avant d'y revenir, à la faveur du changement des instances dirigeantes.

**Ce qui démontre que les divergences de fond existent bel et bien entre Marine Le Pen et le courant poujadiste...**

Oui. Le poujadisme voyait dans les services publics une véritable gabegie, justifiant leur disparition pure et simple. L'État était assimilé à un monstre, dont l'unique objectif est de s'accaparer l'argent des contribuables. Marine Le Pen est sur un tout autre registre, lorsqu'elle prétend assurer la défense de ces mêmes services publics. Sa conversion sur ce thème ne date d'ailleurs guère que de 2010. Auparavant, le FN se préoccupait peu du sujet. En clair,

ce parti est devenu un mouvement néo-jacobin qui a intégré, petit à petit, un discours visant à préserver les services publics et le développement durable.

**Sur ce point, il emprunte clairement au registre de la gauche chevènementiste...**

Oui. C'est la nature même du populisme. La politologue, Nonna Mayer, qualifie à dessein les partis qui s'en réclament d'« attrapes tout ». Le FN en fait partie. Il hume l'air du temps et surfe ensuite dessus.

**L'écologie est-elle compatible avec cette vision des choses ?**

Oui. Le respect de la nature, la défense d'un monde éternel et la conception romantique de l'univers dans lequel nous vivons sont des valeurs de droite, voire même d'extrême droite. Lorsque les Américains ont créé les grands parcs nationaux, ils ont expulsé les populations amérindiennes qui y vivaient pour récupérer des terres supposées sauvages. Ce, alors que les Indiens avaient un mode vie respectant la nature, enfin globalement - les Indiens ont participé à l'extermination des bisons, tout autant que les Pionniers. L'écologie est apparue en Allemagne, au moment où ce pays est passé d'un régime médiéval au deuxième état industriel européen, après 1870. Les mouvements *Völkisch* sont apparus au même moment, avec un intérêt marqué pour le naturisme, les bains de lumière, le végétarisme... L'écologie est donc, sur bien des points, synonyme de conservatisme.

Propos recueillis par Bruno Tranchant



# Les amalgames douteux de Marine Le Pen

La question de l'union nationale est décidément étrangère au vocabulaire de Marine Le Pen et de ses amis. Isolée après la manifestation du 11 janvier, la patronne du FN concentre désormais le tir sur le « *fondamentalisme islamiste* » et l'immigration, au prétexte que les deux seraient intimement liés. Son crédo : frapper toujours plus fort face à un gouvernement qui ne se contenterait, à l'en croire, que de « mesurées ». À Nanterre, le 16 janvier dernier, elle s'est fendue d'une conférence de presse, au cours de laquelle elle a ressorti des cartons de vieilles recettes, comme la suspension des accords de Schengen, la révision du code de la nationalité et la suppression du droit du sol, ou bien encore l'obligation du port de l'uniforme à l'école.

D'invectives en imprécations, la patronne du FN récite inlassablement son catéchisme contre une « *racaille radicalisée* ». Elle joue ainsi sur le registre souvent payant du bouc-émissaire, en établissant un lien étroit entre intégrisme et immigration. « *L'immigration légale massive multiplie les risques, d'autant que nombre d'étrangers arrivent en France par d'autres pays de l'espace Schengen qu'on ne contrôle pas nous-mêmes* », s'exclame-t-elle. En ouvrant les frontières, on prend ainsi le risque de faire entrer des « *prosélytes* » qui ne manqueront pas de « *répandre l'idéologie meurtrière de l'islamisme.* »

**Nationalisme d'exclusion.** Ce que Marine Le Pen omet de dire, c'est que les auteurs de l'attaque contre *Charlie Hebdo* et de l'épisode sanglant de l'Hyper Cacher sont nés et ont vécu en France. Son discours ne fait, au fond, que recycler des idées qui ont fait florès dans les années 1980-1990, autour du triptyque « *identité, immigration, insécurité* ». Vieux principe selon lequel l'identité nationale serait menacée de l'extérieur, par l'internationalisation de l'économie, les mouvements migratoires, la construction européenne, et, de l'intérieur, par

les arabo-musulmans et tous ceux qui acceptent l'ouverture de la société française.

La force de pénétration du mouvement frontiste dans l'électorat a tenu - et tient encore - principalement à cette dénonciation violente de l'immigration, qui attise les peurs et les difficultés de l'intégration, n'hésitant pas à entretenir toutes les formes de xénophobie et de racisme. Marine Le Pen a beau jeu, ensuite, de dénoncer « *l'islamisation de la société* », au nom de la laïcité, de la perte de l'identité nationale et du combat contre la mondialisation. Ce qui lui vaut de mettre en avant les notions d'État fort, de « *patriotisme économique* » et de « *patriotisme social* » pour leur donner un tout autre sens, entièrement sous-tendu par des logiques d'ex-

clusion. Loin de représenter une version plus « *modérée* » du FN, comme elle l'affirme si souvent, elle ne fait qu'exacerber les antagonismes.

Ce nationalisme d'exclusion ne peut fonctionner autrement que par la recherche de boucs-émissaires, constituant ainsi l'axe majeur du positionnement du mouvement.

*Lutte contre l'islamisme ou non, théorie du complot ou pas, ce parti porte en lui la ségrégation, la défiance de l'Autre et la violence. Il s'inscrit dans un mouvement d'ensemble qui touche désormais nombre de pays européens.*

Lutte contre l'islamisme ou non, théorie du complot ou pas, ce parti porte en lui la ségrégation, la défiance de l'Autre et, inévitablement, la violence. Il s'inscrit dans un mouvement d'ensemble qui touche désormais nombre de pays européens. C'est une idéologie de crise, portée par des partis populistes d'extrême droite, qui apporterait, pour peu que son influence perdure, une régression formidable pour les catégories sociales qu'elle prétend défendre.

Même si le FN a intégré les aspects économiques et, dans une moindre mesure, sociaux, à son discours, la question identitaire reste sa raison d'être, et ce n'est pas près de changer, comme le rappelle justement Jérôme Fourquet. « *Marine Le Pen n'a pas pris la parole parce qu'elle a estimé, à juste titre, qu'elle serait inaudible dans les premiers temps après l'attentat. Mais elle va désormais tenter de cultiver son*

pré carré. Notamment, en insistant sur la proximité idéologique du PS et de l'UMP, et en affirmant que les événements sont le résultat de l'exercice du pouvoir par ces deux partis », précise le directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop (*Libération*, 19 janvier). D'où la réclamation, par l'intéressée, d'une révision du code de nationalité, dont l'acquisition automatique par le droit du sol est un « pilier soutenu par l'UMPS. » C'est oublier qu'être français n'est pas un héritage, mais un pacte de confiance noué avec des enfants nés dans l'Hexagone qui ont vocation à y vivre et s'y épanouir.

### **Entre protectionnisme et europhobie.**

Une même logique vaut à la présidente du FN de réclamer la « suspension immédiate des accords de Schengen », comme le fit d'ailleurs, en son temps, Nicolas Sarkozy, afin de mobiliser les électeurs de la droite extrême et de l'extrême droite. C'est oublier, qu'au-delà de l'épisode dramatique des atten-

tats, la libre-circulation des personnes compte parmi les réalisations concrètes de l'intégration européenne, et constitue, de ce point de vue une liberté fondamentale. Autant dire qu'une telle suspension ne ferait qu'abaisser la parole et le poids de la France, en Europe. Ajoutons qu'une telle décision, sous couvert d'un ultimatum à l'ensemble des pays-membres de l'UE, nécessi-

terait une révision pure et simple du Traité adopté en 1997 par 26 états.

La meilleure réponse est venue de Bernard Cazeneuve, Jean-Yves Le Drian et Christiane Taubira qui ont présenté, le 14 janvier dernier, en Conseil des ministres, une communication relative au traitement des attaques terroristes du 7 au 9 janvier. Les trois ministres ont indiqué, à cette occasion, que la lutte contre la circulation illégale des armes à feu doit être intensifiée, par le renforcement de l'échange d'informations et l'augmentation du nombre des opérations conjointes des polices, en Europe. De même que la détection, le contrôle ou l'entrave du déplacement

des combattants étrangers terroristes ou des réseaux doivent constituer une priorité pour l'UE. Les solutions sont donc européennes, et ne pourront être prises qu'en respectant l'esprit des accords passés, dans l'intérêt de la France et de ses partenaires.

Derrière un discours protectionniste et résolument europhobe,

Marine Le Pen masque à peine sa haine de l'étranger et de l'immigré. En critiquant pêle-mêle la construction européenne et la mondialisation, elle ne fait, au fond, que perpétuer l'œuvre de son père.

*Derrière un discours protectionniste et résolument europhobe, Marine Le Pen peine à dissimuler sa haine de l'étranger et de l'immigré. En critiquant pêle-mêle la construction européenne et la mondialisation, elle ne fait, au fond, que perpétuer l'œuvre de son père.*

Bruno Tranchant

# Aymeric Chauprade, l'« ami » de Poutine

L'information n'a pas tardé à faire le buzz. Marion Maréchal-Le Pen a tweeté, le 20 janvier dernier, une vidéo controversée d'Aymeric Chauprade, dans laquelle le désormais ex-conseiller aux affaires internationales de Marine Le Pen évoque l'existence d'une « cinquième colonne » islamique, en France. Prétendant que la France est en guerre, l'eurodéputé, récemment mis à l'index par la patronne du FN, y décrit l'Hexagone comme le « vivier du terrorisme islamique ».

Près d'un million de terroristes potentiels seraient susceptibles, ainsi, de se retourner contre les Français, en cas de confrontation générale.

Qui est donc Aymeric Chauprade ? Spécialiste de géopolitique, diplômé de Sciences-po, cet homme âgé de 45 ans fut accusé de complaisance envers les théories

conspirationnistes sur les attentats du 11 septembre, après la publication de son ouvrage, *Chronique du choc des civilisations*. Ce qui lui a valu, début février 2009, d'être privé de sa chaire au Collège interarmées de défense, ancien nom de l'École de guerre, sur une décision expresse du ministre de tutelle, Hervé Morin.

Depuis, Chauprade collabore à *La Nouvelle Revue d'Histoire*, fondée par Dominique Venner, essayiste d'extrême droite, décédé en 2013, et intervient régulièrement sur les ondes de *Radio*

*Courtoisie*. Il anime, par ailleurs, le site internet *Realpolitik.tv*, dont l'ambition est de fédérer les spécialistes de géopolitique qui placent le fait identitaire au cœur de leurs analyses politiques. Il a surtout servi de porte-voix au FN, en Russie. Ce qui lui a valu, en mars 2014, de répondre à l'invitation de l'Eurasian Observatory for Democracy and Elections (EODE) dirigé par le national-bolchevik, Luc Michel. Ce, afin de figurer parmi les observateurs du référendum pour la réunification de la Crimée à la Russie, à Simferopol et Sébastopol. Il est donc clairement l'inspirateur du positionnement pro-russe du parti frontiste. Ami personnel de Philippe de Villiers, ce multi-consultant et conférencier ne s'étale pourtant guère sur ses interventions et contacts, dans ce pays.

Perçu clairement comme un « ami » par les proches de Poutine, il s'est dit choqué, en novembre dernier, par le

report *sine die* des livraisons de plusieurs Mistral à la Russie et l'a fait savoir, en empruntant de gros raccourcis. Au point d'intervenir sur la chaîne Russia Today, en citant un sondage réalisé par le site internet du *Figaro*, et aussitôt suspendu pour cause de manipulation, pour tenter de prouver que les Français partagent largement les idées du FN sur le sujet. Une méthode qui ne lui a visiblement pas porté chance, au sein de sa propre famille politique.

*Il est clairement l'inspirateur du positionnement pro-russe du parti frontiste. Ami personnel de Philippe de Villiers - ça ne s'invente pas ! -, ce multi-consultant et conférencier ne s'étale pourtant guère sur ses interventions et contacts, dans ce pays.*

Bruno Tranchant